Zeitschrift: Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie = Économie et sociologie rurales [1980-2007]

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie

Band: - (1984)

Heft: 1

Artikel: L'agriculture dans la société industrielle et dans la société rurale : évolutions et perspectives

Autor: Chassagne, Marie Elisabeth

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-966499

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'AGRICULTURE DANS LA SOCIETE INDUSTRIELLE ET DANS LA SOCIETE RURALE

EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES

Marie Elisabeth Chassagne

L'évolution de l'agriculture au sein d'une économie industrielle en expansion est paradoxale: d'une part les économistes mettent en évidence un déclin relatif de l'agriculture, lequel apparait comme une loi historique statistiquement verifiée. Non seulement le nombre des agriculteurs diminue fortement, mais la part de l'agriculture dans le produit national brut, dans la masse des valeurs ajoutées, bref dans l'ensemble des indicateurs de l'activité économique, se réduit par rapport à celle des autres secteurs. D'autre part, les gains de productivité sont tels que les quantités produites augmentent fortement, au point de saturer puis dépasser la demande.

Les deux termes du paradoxe sont défavorables aux agriculteurs: la diminution de leur nombre, de leur poids économique les rend minoritaires dans le monde du travail, dans l'ensemble de la population (même en milieu rural), dans les conseils municipaux de leurs communes; ils tendent à compenser cette évolution par une meilleure organisation professionnelle et syndicale. Enfin, l'état des marchés fait pression à la baisse sur les prix payés aux producteurs qui doivent produire plus pour survivre, ou alors disparaître; et le cycle continue: des agriculteurs de moins en moins nombreux produisent toujours plus, toujours trop. Ils ont le sentiment que la société est injuste à leur égard. Les compensations imaginées par les divers Etats pour aider leurs agriculteurs, en améliorant leur revenu par divers transferts sociaux ou par des avantages fiscaux, sont perçues par les autres catégories sociales comme des privilèges.

Les difficultés économiques que traversent la plupart des pays

depuis 1973 tendent à limiter à la fois les budgets d'aide à l'agriculture et l'acceptabilité sociale de ces aides. Mais simultanément, redoutant le chômage, nos sociétés souhaitent maintenir les agriculteurs au champ.

Le débat sur l'agriculture dans la société et l'économie est d'une brûlante actualité à l'heure d'une nouvelle révolution technologique et d'une crise majeure des économies développées. Il est illusoire d'espérer que la crise épargnera l'agriculture, et le paroxysme atteint en ce moment même par la crise de la Politique Agricole Commune est en cela révélateur. Par ailleurs, il serait extrêmement dangereux pour les Etats européens de sacrifier leur agriculture, ou même leur agriculture familiale; elle est en effet la meilleure garantie d'un certain niveau d'indépendance alimentaire, aussi essentielle en temps de crise que l'indépendance énergétique. Mais si le revenu agricole ne peut être amélioré ni par une augmentation des quantités, ni par une augmentation des prix, ni par une augmentation des aides, ni par une diminution du nombre d'exploitations, que reste-t-il?

Dans ce contexte, il semble opportun que les économistes ruraux mettent leur science au service d'une approche radicalement nouvelle des politiques agricoles. La nostalgie de ce qui a été obtenu dans les années 60 n'est plus de mise. Une nouvelle génération d'agriculteurs, mieux formés, mieux informés, succède à celle qui a fait la révolution silencieuse des années 50-60, dans des conditions très différentes que celles qu'ont connues leurs parents: les recettes qui ont réussi aux uns sont inadaptées aux autres. Une révision des modèles technico-économiques, des processus de développement, du contenu de la formation, des concepts même en matière d'économie agricole, apparaît nécessaire. A une stratégie de croissance doit succéder une stratégie desortie de crise, et ce n'est pas la même.

Pour illustrer ces propos, nous allons considérer quelques traits marquants de l'évolution récente de l'agriculture et de la société dans son ensemble avant d'envisager quelques scénarios pour l'avenir.

A. L'EVOLUTION D'ABORD

Au sein d'un système agro-alimentaire évoluant dans le sens d'une capitalisation, d'une industrialisation et d'une internationalisation croissantes, l'évolution de l'agriculture a suivi deux grandes tendances:

1) La première tendance, c'est l'intégration croissante au système agro-alimentaire.

Le sous-secteur productif agricole est devenu un simple chainon au centre d'une vaste chaîne, entre les industries d'amont et les industries d'aval. Toutefois, il faut noter que cette intégration n'est ni totale, ni satisfaisante pour beaucoup d'agriculteurs.

2) La seconde tendance c'est la réponse aux demandes exercées par l'ensemble de la formation économique et sociale.

L'agriculture est confronté aux demandes de l'aval et aux orientations commandées par l'évolution de la société tout entière. Quelles ont donc été les demandes ou commandes faites à l'agriculture de 1945 à 1975? Produire en abondance des matières premières alimentaires à prix décroissants; libérer une main-d'oeuvre excédentaire pour les besoins de l'industrie; acheter aux industries d'amont des machines et autres moyens de production; enfin, dans un autre ordres d'idées, à partir des années 70 gérer l'espace rural et entretenir les paysages et l'environnement.

Au total, pendant les 3 décennies d'expansion, l'agriculture s'est intégrée plus fortement à l'économie et à la société industrielle qu'à l'économie et à la société rurale qui, parallèlement, se transformait.

La littérature est abondante sur ces thèmes. Les transformations récentes de l'agriculture sont d'ailleurs interprétées de façon diverse selon les écoles de pensée. Les uns insistent sur les performances prodigieuses réalisées, sur l'amélioration spectaculaire des conditions de vie, sur la parité sociale atteinte.

D'autres dénoncent la situation de dépendance et de domination subie par les agriculteurs, à l'exception d'une minorité favorisée; réduit à la sous traitance, perdant aux termes de l'échange à l'aval comme

à l'amont, acculé à la faillite par le fameux ciseau des prix, l'agriculteur-artisan ne survivrait que grâce à un soutien public chichement accordé et culpabilisant.

Enfin, nombreux sont les observateurs qui reprochent à l'agriculture modernisée de sacrifier la qualité des produits et celle de l'environnement aux nécessités de la productivité. Ils dénoncent l'absurdité d'un système où les agriculteurs n'auraient comme alternative que de "polluer ou disparaître".

Au delà des interprétations, il faut se poser une question fondamentale: puisque c'est l'évolution de la société qui commande celle de l'agriculture, quelles seront les demandes de la société des années 80-90 envers l'agriculture, étant donné que cette société sera très différente de celle des années 50-60?

B. IL CONVIENT DE S'INTEROGER SUR LE CHANGEMENT SOCIAL EN COURS

Entre 1968 et 1973 sont intervenues d'abord une critique culturelle de la société de consommation, puis une crise de l'expansion qui débouche aujourd'hui sur de fondamentales restructurations.

En 1950, l'Europe était à reconstruire, des marchés étaient à conquérir, le niveau de vie augmentait rapidement, l'urbanisation et l'industrialisation se développaient de façon spectaculaire. La société croyait au progrès, à l'avenir, aux miracles économiques et technologiques.

En 1984, l'Europe est menacée dans sa puissance économique, les marchés sont saturés, l'industrie, comme l'agriculture, sont en état de surcapacité; le niveau de vie stagne, l'urbanisation marque le pas, l'industrie ne peut se sauver qu'en licenciant de nombreux ouvriers, la révolution de l'intelligence artificielle, robotique et ordinateurs, menace l'emploi à court terme. La société est saisie par la crainte: peur d'une guerre meurtrière, peur du chômage, peur de la drogue, de la délinquance, etc...

En même temps, de saines réactions se manifestent: essor de la crétivité, de la micro-initiative, refus de la fatalité pour ceux qui veulent vivre et travailler au pays et qui prennent des

responsabilités en conséquence. Des entreprises se créent sur des opportunités nouvelles, sur de nouveaux crénaux. Plus scolarisée la société est aussi, très largement, plus informée.

Quelles peuvent être les conséquences de cette évolution en ce qui concerne l'agriculture?

La demande sociale envers l'agriculture prend les orientations suivantes:

1) La société ne demande plus à l'agriculture de produire des denrées en quantité croissante,
2) La société, très largement, ne veut plus d'une agriculture assistée, c'est à dire qu'elle ne veut plus distribuer aux agriculteurs une part signifiante de la masse contributive.
3) La société urbaine cherche auprès de l'agriculture des remèdes à ses angoises,
4) Les jeunes cherchent en milieu rural des opportunités de création d'activités nouvelles, par la valorisation de certaines ressources, par l'invention de créneaux diversifiés.

Il faut noter que ces demandes sont en contradiction très nette avec la dynamique interne du secteur agro-industriel, qui tend toujours à accroître la productivité et la production, qui ne sait pas assurer un revenu décent aux agriculteurs autrement que par des aides de toutes sortes, qui fait subir aux agriculteurs les mêmes angoisses qu'aux autres travailleurs, qui rejette tout ce qui est artisanal, créatif et hors normes dans une marginalité croissante.

Nous sommes donc en présence de tensions et de contradictions importantes. Que va t'il se passer? Quels choix politiques seront faits par rapport à l'agriculture? Quels seront les facteurs déterminants, du côté des demandes de la société, du côté de la dynamique propre au secteur agro-industriel?

Comme il n'y a pas de réponse évidente à ces interrogations, la méthode la plus appropriée pour essayer d'envisager l'avenir est de considérer quelques scénarios.

C. QUELQUES SCENARIOS

Nous retiendrons comme probables, pour les 20 ans qui viennent, dans tous les cas, les hypothèques suivantes:

- les tensions internationales, politiques et économiques, persistent ou s'aggravent
- l'expansion économique reste modeste et/ou irrégulière
- le chômage s'aggrave en raison d'effets démographiques et technologiques cumulés
- la société est de mieux en mieux informée, mais de plus en plus angoissée

Dans ces circonstances, nous imaginerons 3 scénarios schématiques pour l'agriculture, évoluant au sein de l'ensemble économique et social.

Ces images n'ont aucune prétention à la prévision. Elles indiquent simplement des directions possibles pour l'évolution de l'agriculture dans la société.

Ces scénarios sont pessimistes, sauf le dernier. En effet nous excluons d'emblée, comme totalement improbable, la fin des crises, le miracle économique fondé sur la révolution technologique, ainsi que la possibilité d'une concordance parfaite entre les objectifs politiques et les réalités.

1. Premier scénario: La montée des périls

Les tensions s'aggravent. Face à la montée des périls, les politiques publiques se font plus volontaristes. C'est un scénario de luttes et de contraintes:

- Luttes des petits contre les gros, des jeunes contre les vieux, des petites entreprises à risques contre les institutions protégées; crispation de certains sur les avantages acquis, révolte des autres, les chômeurs, les exclus. Luttes pour l'emploi, luttes pour la terre, etc...

- Contraintes bureaucratiques et corporatistes. Ces soeurs ennemies que sont l'Administration publique et l'Administration professionnelle rivalisent d'ardeur à tout règlementer, à tout contrôler. On réprime tout ce qui dévie du droit chemin des modèles officiels.

En matière agricole:

- ce scénario conduit simultanément au protectionnisme et à la diminution des aides ou subsides à l'agriculture.

Le protectionnisme s'impose pour secourir une agriculture condamné par l'économie de marché, mais dont le maintien est indispensable, en conjoncture de crise pour préserver l'indépendance alimentaire; agriculture que les Etats ou groupes d'Etats ne peuvent plus secourir eux-mêmes, faute de moyens budgétaires.

L'agriculture ne profite pas de la crise: dans la situation moderne d'interdépendance lorsque tout va mal pour tout le monde ça ne peut pas aller vraiement bien pour les agriculteurs. On imagine plutôt une agriculture en lutte.

L'opinion publique s'attaque aux agriculteurs et à leurs privilèges: on dit qu'ils mendient des aides, qu'ils ne paient pas d'impôts; qu'ils se plaignent sans cesse mais qu'ils sont riches comme tout.

Pire encore: l'auto-construction, la vente directe, le service touristique, l'entr'aide pratiquée par les agriculteurs sont assimilés au travail noir et rejetés dans l'illégalité.

Les organisations agricoles se mobilisent pour la riposte. Manifestations, violences, expriment la colère des paysans, mais altèrent encore leur image. Les jacqueries sont réprimées, on oublie que les agriculteurs ne bénéficient pas, comme les salariés du droit de grève. Des violences, des actes de pillage, se manifestent contre des exploitations agricoles. Les fermes s'organisent pour l'auto-défense.

Le protectionisme, en se généralisant, contribue à durcir les tensions internationales. La baisse des subsides n'apaise pas l'opinion, car les prix des aliments augmentent. Mais elle élimine de nombreux exploitations. Pourtant les pouvoirs publics veulent

les maintenir et tentent d'intervenir par la voie réglementaire: contrôle du foncier, des structures, des prix, des marchés, etc...

2. Deuxième scénario: L'incertitude

Il repose sur le principe de régulations multiples et spontanées permises par des politiques libérales: la société, dans toutes ses composantes, gère l'incertitude et s'adapte pour se pérenniser. Cette société est permissive, elle valorise la liberté plus que l'égalité; l'économie est régulée, certes, par la main invisible du marché, mais aussi par des phénomènes non marchands, culturels, ou écologiques, qui sont de mieux en mieux pris en compte; la culture ambiante valorise le risque et l'aventure.

En matière agricole, ce scénario conduit à un moindre pouvoir des Etats et de leurs politiques par rapport au poids des firmes et de leurs groupes de pression.

Il en résulte, conformément à l'intérêt général des firmes agro-alimentairées, une tendance à rapprocher les prix agricoles des prix mondiaux, et à cesser de secourir les exploitations jugées non viables.

On peut imaginer 2 types d'évolution pour l'agriculture.

2.1 Une agriculture élitiste

Les pouvoirs publics misent sur les jeunes agriculteurs, qui sont peu nombreux, et sur lesquels vont être concentrés les efforts de formation et les aides à la conversion permanente, aides qui sont séléctives et contractuelles. Les nouvelles technologies s'imposent par les avantages économiques qu'elles apportent notamment au secteur aval, où sont situés les centres de décision des filières. Toutefois, elles entraînent, outre une douloureuse restructuration de l'amont, un profond clivage du monde agricole: une veritable guerre des générations oppose les jeunes agriculteurs, soutenus par l'Etat et par les firmes, détenteurs du pouvoir de décision professionnelle, à leurs aînes, plus nombreux, détenteurs de responsabilités importantes dans les instances décentralisées de gestion territoriale (communes, pays, conseils généraux et régionaux...)

Ces derniers (qui sont les jeunes agriculteurs d'aujourd'hui) ont le sentiment d'un échec profond de leur projet initial. L'amertume les maintient dans l'opposition politique par rapport aux gouvernements quels qu'ils soient. Ils représentent une force contestataire redoutable. Dans ce contexte, il y a deux agricultures: celle des jeunes, agressive, aventureuse, très intégrée à l'agro-bio-industrie, et celle des ainés, défensive et culpabilisée, condamnée à terme.

2.2 Une agriculture duale

La baisse des prix et la baisse des subsides s'accentuent. Au nom d'un "effort des restructuration et de vérité", les agriculteurs sont abandonnés aux forces du marché. En effet, la pression des chômeurs, de plus en plus nombreux, face à des agriculteurs de moins en moins nombreux, conduit à réserver aux premiers la distribution d'un maigre profit social. L'agriculture européenne est sacrifiée sans regret par les firmes, qui s'approvisionnent à bon compte sur le marché mondial. (Ce scénario serait improbable en Suisse, en raison de la vitalité de l'organisation coopérative).

L'agriculture s'effondre. Seul résiste un groupe restreint d'exploitations très performantes capables d'opérer les ajustements technico-économiques imposés. Elles sont de plus en plus intégrées aux firmes qui les protègent et les dominent tout à la fois. Cependant la conjoncture économique et sociale générale, ainsi que les réactions de survie des exploitants éliminés de la scène économique, causent la prolifération des très petites exploitations. Les unes vivent pauvrement dans l'autosubsistance, les autres, un peu mieux, de la pluriactivité, certaines expérimentent des modèles originaux à base de science écologique. Entre le groupe "dur" de tête, et la masse "molle" de ces entités indéfinissables, un grouffre se creuse. L'agriculture industrielle secrète, par la force des choses, son double: l'agriculture des lopins.

3. Troisième scénario: L'alternative

Ce scénario plus réjouissant suppose un relatif affaiblissement du pouvoir des Etats comme de celui des firmes. Tenaillés par la crise,

contraints à de draconniennes restructurations, les monstres chauds que sont les firmes, les monstres froids que sont les bureaucraties, tolèrent à leur côté le développement des économies différentes.

Présente comme une alternative à l'apocalypse, en réponse à l'échec des systèmes industriels dominants, un nouveau type de développement s'organise à l'échelle des territoires, des petites régions ou "pays". Il repose sur la reconnaissance des diversités, sur l'indentité culturelle retrouvée, sur la mobilisation des initiatives locales, sur des volontés militantes.

En matière agricole: ce scénario se caractérise par sa tolérance à toutes sortes de formules d'exploitation. Il n'y a plus de modèles, mais chacun, dans son contexte particulier, souvent en groupe, cherche la meilleure combinaison possible de facteurs. Il y a de grandes exploitations branchées sur l'agro-business, il y a toutes sortes de petites structures, y compris les lopins des retraités ou paysans du Dimanche. Mais il y a surtout une majorité d'exploitations moyennes qui a pu réagir aux épreuves imposées par la crise et se maintenir.

L'agriculteur moyen n'est plus comme dans les années 70 un mono producteur à la merci des calamités, ou encore un sous traitant, soumis aux directives de ses donneurs d'ordre. Il y conquis une marge d'autonomie plus importante, et une meilleure maîtrise de son amont comme de son aval.

C'est une meilleure formation qui lui a permis ces adaptations, pour une agriculture plus autonome et plus économe:

- A l'amont: il est économe en moyens de production et ne craint pas d'utiliser, à cet effet, des technologies appropriées. Des coopératives d'agriculteurs et d'artisans conçoivent et fabriquent des bâtiments, des matériels, au moindre coût. L'éleveur produit lui-même ou trouve dans la région l'essentiel des rations alimentaires de ses bêtes.
- A l'aval: il transforme à la ferme ou dans des installations coopératives de voisinage; il pratique la vente directe, à la ferme, au marché, par correspondance, souvent avec l'aide d'un petit ordinateur. Certaines fermes vendent aussi des services

touristiques. Enfin le mari ou la femme font parfois le choix d'exercer des métiers extérieurs compatibles avec la bonne gestion de l'exploitation. Formules innovantes, activités complémentaires, développement des circuits régionaux, sont aidés par les autorités locales qui veulent préserver leur agriculture.

Ce scénario suppose la coexistence de deux systèmes économiques: celui des filières industrialisées et internationalisées, élaborant des produits normalisés pour une consommation de masse qui reste importante; celui des territoires, valorisant les ressources locales et les circuits régionaux, pour des produits de qualité, diversifiés. Pour les fromages, par example, coexistent des produits industriels au goût standardisé, pouvant s'exporter facilement, et des produits artisanaux à label toujours appréciés des connaisseurs et vendus en circuits spécifiques. Il ne s'agit pas là d'une économie à deux vitesses (l'une avancée, l'autre attardée) mais d'une économie à deux dimensions. La plupart des exploitations moyennes jouent sur les deux dimensions.

Ce scénario est le plus acceptable, même si certains y voient un pis-aller, d'autres une utopie. Il existe déjà, dans toute l'Europe, des petites régions ou l'on tente de le réaliser.

A l'heure des crises, lorsque les responsables politiques, administratifs, professionnels, cherchent à définir des principes directeurs pour l'agriculture, pourquoi ne pas chercher à favoriser ce scénario, ou du moins à ne pas rendre impossible un futur qui s'en rapproche?

C'est en effet le seul qui propose des éléments de réponse à la quadrature du cercle: comment améliorer le revenu agricole sans augmenter les quantités, sans augmenter les prix, sans augmenter les aides et sans diminuer le nombre d'agricultuers? Il reste les directions suivantes:

- La formation et l'information qui permettront aux exploitants familiaux de se "muscler" intellectuellement pour mieux prendre leurs décisions;
- la diversification des activités, qui jouera sur les activités

d'amont et d'aval, les créneaux régionaux multiples, la pluri-activité lorsqu'elle est compatible avec l'exploitation;

- L'intégration des projets agricoles aux projets locaux de développement à dynamique endogène, visant à mieux valoriser les ressources locales. Les familles agricoles sont indispensables à la réussite de ces projets "de pays".

Faisons en sorte que les exploitations familiales petites et moyennes trouvent leur équilibre, un pied dans l'économie agro-alimentaire "verticale", l'autre pied dans l'économie rurale des territoires et des pays.

Adresse de l'auteur: Marie Elisabeth Chassagne
Centre d'Etude des Système
et de Technologie Avancées
5, rue Descartes
F-75005 Paris